

Des Livres et Vous

Journal de la CGT BnF
n. 6 nouvelle série, Novembre 2010

► LES HOPITAUX D'ILE DE FRANCE EN SURSIS

■ **4000** : c'est le nombre de suppressions de postes prévues, avec à la clé la fermeture de nombreux services. Avec cette nouvelle contre-réforme, aux patients lambda, des soins qui se dégradent et de longs trajets en métro ou en RER pour accéder aux services spécialisés, et aux franciliens fortunés, les cliniques privées...

La CGT, partie prenante du combat pour sauver l'hôpital public, rappelle que l'égalité d'accès aux soins, dans un pays aussi riche que la France, n'est pas négociable. **Les malades ne sont pas des clients, l'hôpital n'est pas une entreprise privée, les logiques de profits et les plans d'austérité n'ont pas lieu d'être pour ce qui est de la santé.**

► IXÈME CONGRES DE LA CGT CULTURE

■ La CGT Culture, première organisation du ministère, a tenu du 18 au 22 octobre son IXème congrès. Cette année, la CGT-BnF confirme et renforce son implication et ses liens avec la CGT Culture. En effet, le nouveau secrétaire général, qui succède à Nicolas Monquaut, n'est autre que notre camarade Didier Alaïme.

Sont également élus à la Commission exécutive : Céline Gaspard, Philippe Mezzasalma et Isabelle Pastor de la BnF. Au Bureau national siègeront aussi Isabelle Pastor et Philippe Mezzasalma, et en tant que Secrétaire nationale de la CGT Culture, Isabelle Pastor.

► INFO CANTINE

■ Une première remarque, la fréquentation de l'ensemble des restaurants de la BnF a connu une hausse entre 2009 et 2010 (+ 2,89 % sur l'ensemble des repas servis) et ce à effectif constant. La raison principale réside certainement dans les effets de la crise et ses répercussions sur le pouvoir d'achat de chacun d'entre nous.

Cependant, suite au contrôle effectué par l'URSSAF en 2009 de nouvelles dispositions tarifaires devraient être mises en place. La part d'un repas payé par un agent ne pouvant être de moins de 2,175 euros sous peine d'être déclaré, selon l'URSSAF, comme avantage en nature et donc soumis à imposition, les personnels relevant des groupes tarifaires BnF1 et BnF2 (agents dont l'indice majoré est inférieur à 391 et dont le prix d'un repas est en moyenne de 1,35€ et 1,63€) devront payer plus cher. **La Cgt fera tout ce qui est possible afin que ces agents, dont les rémunérations sont déjà les plus faibles, ne soient pas pénalisés financièrement par ces mesures.**

■ Et les travaux de Tolbiac ?

La solution des modulaires installés sur le trottoir près de la tour T.4 pendant la durée des travaux de rénovation de l'actuelle cuisine est confirmée. Cette installation, qui ouvrira en juillet 2011, aura une capacité de 300 places (contre 450 actuellement) mais avec des heures d'ouverture étendues de 11h30 à 14h30. La CGT sera vigilante pour qu'une réponse satisfaisante soit proposée aux agents posés en service public.

Si cette option présente des désagréments, elle nous semble néanmoins préférable à celle des titres-restaurant qui, comme le précise la législation, ne peuvent être accordés aux salariés que sur une base égalitaire, c'est-à-dire sans prendre en compte les différences de salaires entre agents.

► RICHELIEU, OU LA SOUFFRANCE AU TRAVAIL...

■ Le mois dernier, la BnF, suite à la demande des Organisations syndicales, a organisé une formation sur les « Risques psychosociaux ». Celle-ci a permis de dégager des critères et des indicateurs permettant de repérer les situations à risque.

Nous pouvons ainsi affirmer que depuis le début des travaux à Richelieu bon nombre d'agents vivent ou ont vécu des situations de souffrance au travail, de façon individuelle ou collective, et que la BnF en porte la pleine responsabilité. Ces situations sont le résultat d'une juxtaposition de difficultés, de managements et de problèmes qui recouvrent trois grands thèmes : le travail, la réorganisation des services, les conditions dans lesquelles se déroule l'activité.

■ Entre augmentation des charges de travail et nouvelles tâches

► Dès 2009, les personnels des Manuscrits, des Estampes, des Arts du spectacle..., toutes catégories confondues, sont mobilisés afin de participer aux déménagements d'une partie des collections spécialisées (27,5 km linéaires de documents). Le travail de conditionnement, le suivi des mouvements, la gestion des implantations, le traitement des multiples documents atypiques, etc., etc., se sont déroulés alors que les effectifs étaient insuffisants.

► Puis, c'est la mise en place de navettes journalières permettant la communication de collections désormais conservées à Tolbiac et Bussy. La manutention de caisses, le traitement des demandes, la lourdeur des procédures entraînent un ras-le-bol des personnels qui menacent de se mettre en grève. Quelques améliorations sont arrachées grâce à la lutte qui s'engage.

► Début 2010, c'est la mise en place des salles de lectures provisoires des MSS et des ASP. Une fois encore les personnels sont mobilisés alors qu'au même moment ils doivent également déménager leur bureau et quitter leur service. Les magasiniers font désormais 10 à 15 mn de marche pour accéder, avec des chariots sécurisés par des plaques métalliques, aux magasins. **Nous pourrions ainsi multiplier les exemples démontrant que les personnels sortent épuisés de ces différents épisodes.**

■ Fallait-il également bouleverser l'organisation des services ?

Dans le même temps la direction a décidé de réorganiser les services de Richelieu, rajoutant ainsi des difficultés aux difficultés. En modifiant la structure générale des départements, la BnF a pris le risque de rompre des équilibres et des habitudes vieux de plusieurs décennies.

► LE "LABO", ENTRE CONTRAT DE DUPE ET GABEGIE

■ Alors que les coupes budgétaires se multiplient tout azimut (cf. notre dossier au verso) la direction a choisi de mettre en place le Labo dans le hall Est de Tolbiac. Celui-ci, présenté comme l'apport de la BnF aux technologies innovantes de l'information, constitue en fait un test de partenariat public-privé. Cette logique économique consiste ni plus ni moins à mettre le potentiel, le patrimoine, les agents et l'appareil technique des établissements publics au service d'entreprises privées.

Des 150 000 euros prévus pour les travaux d'installation et qui devaient être pris en charge par des « partenaires » privés, la BnF n'a reçu, à ce jour, que les 30 000 euros d'Orange. Tout le reste a donc été payé sur le budget général de l'établissement. De même, après le mois de maintenant pris en charge par les entreprises « exposantes », c'est maintenant à la BnF d'assumer l'ensemble des coûts.

Très logiquement, cela a engendré des tensions, des problèmes de fonctionnement et des conflits.

Avec la création de nouveaux services, la fusion d'autres, le resserrement des responsabilités autrefois partagées par plusieurs personnes, certains agents ont dû accepter de nouvelles charges de travail, d'autres ont perdu la part d'autonomie qu'ils avaient dans leurs activités ou a contrario ont dû encadrer des équipes... Cela a généré des ambiances de travail difficiles, des rapports conflictuels, du travail en plus...

La direction a donc rajouté à la gêne des travaux, à l'augmentation des charges et des cadences de travail, de nouvelles difficultés. Ces choix sont lourds de conséquences car ils ont généré un malaise persistant et des situations de souffrance.

■ Des conditions d'activité fortement dégradées

Pour finir, ce sont également les conditions dans lesquelles les agents exercent leurs activités qui se sont fortement dégradées.

Le bruit d'abord, et cela avant même que les travaux commencent réellement puisqu'il a fallu installer les modulaires dans les cours de Richelieu, construire les murs coupe-feux séparant la zone 1 de la zone 2... Maintenant ce sont plusieurs années de chantiers aux portes des bureaux, des ateliers et des magasins qui s'annoncent...

Parallèlement, quelques 260 personnes ont dû quitter leurs locaux et déménager leurs affaires pour s'installer dans les modulaires, à l'Arsenal, Tolbiac, Louvois, au 61 rue de Richelieu ou encore dans les sous-sols de Vivienne. Dès lors tout devient pénible : les services sont éclatés en plusieurs endroits, les agents font des allers-retours incessants entre les sites, d'autres sont isolés, les personnels vivent très mal cette situation.

Une succession de problèmes et d'erreurs d'ordre technique est également venue perturber la vie des agents. Que ce soient les pannes régulières des ascenseurs (la société Otis a dû intervenir en un an plus de 150 fois et les pompiers plus de 20 fois en 6 mois pour sortir des collègues bloqués), ou les problèmes de climatisation dans les modulaires et les combles (jusqu'à 43° dans certains bureaux cet été), **les personnels sont excédés et fatigués de ces difficultés.**

► Pour toutes ces raisons, Madame la directrice, il faut que vos promesses de ne pas supprimer de postes à Richelieu, de renforcer les effectifs où cela est nécessaire et de porter une attention particulière à la situation de ce site soient tenues. Il en va de la santé physique et morale des personnels.



■ Depuis plusieurs années la CGT alerte la direction sur l'insuffisance des budgets alloués à la BnF, sur l'augmentation de la part des ressources propres – financement instable et non pérenne dans le budget général – et sur les placements financiers de l'établissement, qui portaient en germe les risques de pertes en cas de crise économique. Force est de constater, en 2010, que nous n'avons pas été entendus, mais que, de plus, nos craintes se sont réalisées.

■ 2009, le début de la fin ?

En 2009, les pertes des placements de la BnF de plusieurs centaines de milliers d'euros avaient conduit, entre autres, à repousser le dédoublement des magasins de grande hauteur du DEP et l'acquisition de compactus en PHS, alors que ces départements n'ont plus de place pour l'extension de leurs collections, mais aussi à des coupes pour les acquisitions patrimoniales dites courantes.

On apprenait également que les rentrées d'argent au titre du mécénat étaient très inférieures aux prévisions, entraînant des coupes sombres en fin d'exercice, impactant notamment les acquisitions et les catalogues. On constatait enfin de très mauvais résultats sur les expositions.

■ En 2010 : la crise soit disant passée, on recommence les mêmes erreurs.

Dès le mois de juin, on apprend dans les réunions de directions que des **gels budgétaires** doivent être réalisés, il s'agit donc de choisir les projets concernés :

A la DCO → moins 175 000 euros pour les acquisitions

courantes, et moins 60 000 euros sont retirés des marchés de conversion rétrospective.

A la DSR → moins 105 000 euros sur les crédits de conservation, en particulier sur les marchés de boîtes et pochettes, alors qu'au même moment, les magasiniers sont dans une situation de quasi pénurie les empêchant de constituer les unités de conservation des périodiques acquis ou entrés par le Dépôt Légal.

Pour la formation professionnelle → moins 30 000 euros sont retirés, etc., etc.

Dès juin, donc, sans présenter ce qui aurait dû constituer une *Délibération modificative*, la direction prend la décision de s'en prendre à des missions qui constituent les fondements, la raison d'être de l'établissement comme bibliothèque nationale : la conservation et les acquisitions. Car il s'agit bien d'un choix : dans le même temps les expositions ne sont amputées que de 16 000 euros, les éditions et les produits dérivés de 15 000.

Ajoutons pour finir qu'un gel supplémentaire de 300 000 euros vient d'être validé, dont 100 000 devaient être affectés à l'étude sur la refonte du catalogue. Les activités bibliothéconomiques ne font décidément plus "recettes" aux yeux de la direction.

→ C'est au total plus d'1,2 million d'euros qu'il aura fallu trouver en 2010 pour compenser la baisse de la subvention, mais aussi les 300 000 euros de pertes sur les ressources propres, et 800 000 euros de pertes sur les produits financiers

- Les placements de la BnF -

■ Une partie du fonds de roulement de la BnF (son fonds de caisse, si on préfère) a été placé en **bons du Trésor**, placement jugé sans risque, de manière à ce que cet argent ne dorme pas et produise des intérêts. La CGT s'était alors opposée à ce placement, trop dépendant de la conjoncture économique : on nous avait ri au nez !

Depuis la crise des subprimes de 2008, le taux de rendement de ces placements est tombé à des niveaux historiquement bas, entraînant des **pertes pour la BnF de plusieurs centaines de milliers d'euros en 2009, et 800 000 euros de pertes pour le premier semestre 2010.**

- Des ressources propres qui accroissent ... les pertes -

■ La conjoncture économique semble indiquer, au moins pour l'année 2011, que la baisse des produits financiers va continuer, entraînant de nouveau des pertes au moins équivalentes à celles de cette année (- 800 000 euros).

De plus, comme le reconnaît d'ailleurs volontiers la direction dans un document du CODIR du 7 juillet dernier remis aux organisations syndicales le 5 octobre (sic !), "les financements extérieurs (mécénat, subvention du CNL ...) sont des crédits fléchés sur des projets spécifiques, donc ne peuvent aider à assurer l'équilibre général du budget." D'autre part les "marges de manœuvres [sont] limitées sur les droits d'entrée (salle de lecture, expositions) et sur les éditions".

Aussi loin de renforcer le budget, de manière à compenser la baisse des montants des subventions ministérielles, la recherche effrénée de recettes propres dictées par le gouvernement et le Ministère n'a amené qu'à creuser les déficits. Notons même que les recettes propres ne représenteront ainsi que 6,7% du budget global, au lieu des 7% attendus.

► 2011 : UN AVENIR ENCORE PLUS SOMBRE POUR LA BNF

■ Alors qu'en juillet, la direction décidait de ne pas présenter au Conseil d'Administration la *Délibération modificative n°2* du budget, préférant repousser cette présentation lors du CA du 26 novembre, c'est-à-dire au moment de la clôture budgétaire, il a fallu l'intervention de la CGT pour avoir, le 5 octobre, une réunion sur ce sujet. **Mais quelles sont donc ces mystérieuses mesures pour 2011-2013 dont on ne voulait pas informer le personnel, en tout cas pas avant la fin de l'année.**

D'après les arbitrages (non définitifs) :

► **la subvention de fonctionnement allouée par le ministère baissera** de 1,1% en 2011, de 1,6% en 2012 ; et de 2% en 2013. A ces baisses s'ajoutent des gels de 4,8 millions d'euros en 2011, de 5,7 millions d'euros en 2012, et de 6,5 millions en 2013.

► **la subvention d'investissement diminuera** de 6,5% en 2011, 6,5% en 2012 et 6,5% en 2013. 800 000 euros de gel sont de plus prévu chaque année sur ce poste.

→ Au total, sur 3 ans (2011-2013), c'est près de 27 millions d'euros en moins sur le budget général de la BnF.

On apprend par ailleurs qu'il serait demandé un gel supplémentaire pour 2011, d'1,3 millions d'euros, dont 500 000 pris sur le projet de **réforme du haut de jardin**, (dont on se demande ce qu'il va rester au bout du compte, et encore merci à tous les agents mobilisés pour rien) et 550 000 pour la mise en sécurité du bâtiment Louvois.

Au moment où le marché de **numérisation de masse** doit être relancé, en début d'année 2011, on ne sait toujours pas quels seront les moyens humains affectés à cette activité devenue pérenne. Quid des contractuels sur crédits qui travaillaient à ces projets ? Leur avenir à la BnF paraît bien incertain ...



■ Une première géographie des coupes budgétaires :

→ **pour les acquisitions courantes** : c'est 500 000 euros de moins par an en 2011, 2012 et 2013.

→ **pour la conservation**, se sont des filières entières qui sont saccagées, mettant l'établissement dans l'incapacité de remplir ses missions.

> la reliure mécanisée est réduite de moitié (500 000 euros contre 1 million les années précédentes)

> la restauration d'un tiers (-100 000 euros sur 300 000)

> la reliure main est ramenée à 100 000 euros

> la désacidification des documents est arrêtée

> le microfilmage de la presse ainsi que la numérisation, dont les marchés s'élevaient à 1,1 millions d'euros jusqu'à 2009, sont ramenés à 475 000 euros.

→ **pour le DSI**, des craintes sérieuses concernent le Dépôt légal du web.

→ **le DMT** se voit quant à lui retirer la bagatelle de 4 à 5 millions d'euros.

Dernière minute ! Au moment d'imprimer ces lignes nous prenons de source orale que suite aux interventions de la CGT certaines coupes budgétaires concernant la conservation et la numérisation seraient moindres. La CGT tiendra les agents au courant de ces évolutions dès qu'elle aura ces données par écrit.

- Certains préfèrent les livres aux personnels -

■ La sanctuarisation des acquisitions promise par le président Racine, et jamais tenue dans les faits ces deux dernières années, n'aura pas plus lieu en 2011. **On a appris dans des compte-rendus de direction DCO que certains pensaient qu'il serait préférable d'aller encore plus loin dans la destruction des postes pour maintenir le niveau des acquisitions !**

Cette hypothèse répétée le 6 octobre lors d'une réunion de direction se doublerait, en complément, d'un gel de toute entrée et création de postes à la BnF pendant 2 ans ! Au total si on additionne ces projections, on sera bien au-dessus des 101 suppressions de postes affichées par le président Racine pour 2011-2013.

Pour la CGT, de telles hypothèses sont inadmissibles. Le fait de proposer des suppressions de postes afin de dégager des ressources pour acquérir des ouvrages est scandaleux et injurieux pour les personnels.

ENCORE DE NOUVELLES SUPPRESSIONS DE POSTES

■ Déjà soumis à une augmentation insidieuse des cadences avec l'augmentation ces dernières années des charges de travail (missions anciennes maintenues, développement de nouveaux projets couplés à une baisse des effectifs due à la RGPP), les agents vont devoir subir de nouvelles suppressions de postes.

Alors qu'on nous annonçait pour le prochain budget triennal la suppression de 54 postes (temps pleins), ce sont 101 qui sont en fait menacés. Si ces plans de destruction ne sont pas arrêtés par la mobilisation des personnels, **c'est donc 165 postes qui seront détruits entre 2009 et 2013.** Il s'agit d'une véritable déclaration de guerre contre les agents, qui impactera le travail de chacun. Et cela alors que les personnels de Richelieu sont en plein chantier, et que ceux de Tolbiac affrontent des problèmes de saturation de salles en rez de jardin.

→ DES BUDGETS ET DES EFFECTIFS A LA HAUTEUR DES BESOINS

REJOIGNEZ LA CGT SYNDIQUEZ VOUS